



Conférence donnée lors de la session 1998 des Semaines sociales de France, « *Démocratiser la république, représentation et participation du citoyen* »

La démocratie politique dans tous ses espaces

Table ronde présidée par Noël Copin
avec la participation de
François BAYROU et Michel ROCARD

Noël Copin

Je n'ai pas à insister sur l'importance du débat de ce matin. Son intitulé, «La démocratie politique dans tous ses espaces », souligne l'imbrication croissante de tous les niveaux de la démocratie et la complexité qui en résulte. Pour éclaircir ce thème, deux hommes d'action vont nous faire part de leur réflexion.

Décliner leurs titres, leurs fonctions, leurs mandats, serait superflu. D'ailleurs, ce ne sont pas ces fonctions qui importent, mais plutôt la façon dont elles ont été et sont remplies. En les voyant entrer dans cette salle, je me suis dit qu'ils devaient se sentir ici en grande partie chez eux et peut-être même encore un peu plus que devant des militants de leurs camps politiques. Beaucoup de personnes se demandent si, dans un autre système démocratique, vous n'auriez pas eu l'occasion de travailler ensemble.

Ainsi cette rencontre doit être l'occasion d'un approfondissement en commun, avec des expériences différentes mais proches, de ce qu'est et de ce que doit être la démocratie dans tous ses espaces.

Michel Rocard

Noël Copin a raison, je me trouve devant vous avec une vraie joie. Je me sens en effet un peu chez moi parce que vous êtes ce que vous êtes, et que les Semaines sociales de France sont un des grands éléments de la tradition intellectuelle de notre pays.

Je voudrais faire une remarque liminaire concernant l'hypothèse selon laquelle, dans un autre système institutionnel, François Bayrou et moi-même aurions pu être amenés à travailler ensemble. Une des conclusions que je tire du métier que je fais présentement, celui de président de la Commission du développement et de la coopération au Parlement européen — c'est-à-dire d'un petit corps parlementaire qui s'occupe principalement de l'Afrique —, c'est que la démocratie ne fonctionne bien que quand non seulement les gouvernants mais aussi l'opposition ont le sens de l'État. Et, dans la relation entre gouvernants et opposition, il y a de quoi déstabiliser un pays si on n'est pas capable de chercher ensemble les points centraux sur lesquels peuvent se faire les grandes orientations nationales. Je voulais faire cette remarque parce que nous sommes ensemble serviteurs d'un intérêt national et, de plus en plus aussi, d'un intérêt planétaire dont dépendent nos plus grands problèmes — la paix, la guerre, la faim, le développement, la volatilité financière, etc.

Vous avez choisi le sujet d'aujourd'hui parce que vous avez le sentiment que la démocratie ne va pas très bien, c'est pourquoi je consacrerai une courte introduction — ce qui veut dire qu'elle sera plus affirmative qu'explicative — à l'inventaire des faiblesses de la démocratie.

C'est d'abord un problème mondial. Dans toutes les démocraties, la participation électorale est morose. Partout des systèmes médiatiques simplificateurs, et surtout symbolisateurs, ne facilitent pas la prise en charge des problèmes complexes ni des problèmes à évolution lente. Et nous découvrons une impuissance croissante des gouvernants à penser le long terme et à prendre des décisions courageuses. Ainsi nous avons assisté à l'échec redoutable de la

conférence de Buenos Aires sur la lutte contre les dangers de changements climatiques liés à nos processus industriels et à nos productions de gaz à effet de serre. Regardez encore la faiblesse de nos pays en matière de capacité à faire des réformes fiscales importantes ou l'échec récent de deux anciennes démocraties, la Grande-Bretagne et la France, à transformer la législation électorale régissant les élections européennes. Ajoutons encore notre incapacité à produire une architecture européenne permettant de mener une politique étrangère et de sécurité commune. Bref, nous sommes dans un monde dérégulé dont la crise financière asiatique ou notre incapacité à préserver la paix en Afrique et au Moyen-Orient sont de bons exemples.

Il y a cependant un aspect proprement français à cette crise générale. D'abord, les statistiques électorales du GÉIU¹ montre que la somme des personnes non inscrites sur les listes électorales, de celles inscrites mais qui ne se rendent pas aux urnes, des votes blancs et nuls, et des votes protestataires² — trotskistes ou Front national — est en augmentation régulière depuis vingt-cinq ans et dépasse aujourd'hui les deux tiers de notre corps électoral. Il y a là, derrière ce phénomène, une vraie inquiétude sur notre avenir. Nous avons aussi en France le vécu collectif d'une sorte d'anomie devant ce que j'appellerais le grand changement de nature des inégalités. Si nous sommes tous sensibles aux inégalités sociales, nous sommes incapables de prendre en charge et de traduire dans des institutions et des politiques le fait que la dimension principale des inégalités devient aujourd'hui de plus en plus territoriale. C'est une malédiction de naître bébé dans une grande banlieue ou dans certains terroirs ruraux, alors que c'est un privilège de naître au cœur d'une agglomération bien dotée en services publics et en moyens scolaires. Ajoutez encore à cela une montée, que je crois ralentie ces temps derniers, d'une formation haineuse et raciste, et un accroissement de la délinquance civile.

Faisons un rapide inventaire des causes immédiates de cette crise. Il y a d'abord l'incertitude de la pensée économique contemporaine, reflétée par les balbutiements et l'inefficacité des politiques de lutte contre le chômage. Notre vrai ennemi n'est néanmoins pas fait seulement du chômage, mais aussi de la pauvreté marginalisée dont les victimes ne sont pas toujours des chômeurs administrativement reconnus.

La somme des chômeurs et des pauvres atteint entre 20 et 25 % de la population d'âge actif de toutes nos démocraties contemporaines : Japon, Amérique du Nord, Europe. Seul diffère, au sein de cet ensemble, la proportion de chômeurs par rapport à celle de pauvres. Cette disparité traduit des choix de société différents. Mais la somme reste partout la même. Cela signifie que la certitude selon laquelle les enfants vivraient mieux que les parents est maintenant brisée dans toutes les grandes démocraties. Cette incertitude est un facteur d'affaiblissement de la démocratie, même si la solution est à chercher du côté de la doctrine économique.

Un aspect propre au cas français, en raison de l'importance que cette institution avait prise dans notre histoire, est la perte progressive d'influence et surtout de dignité de l'État. Nous sommes un cas unique, au regard de nos voisins. En France, c'est l'État qui a militairement fait la nation. Son déclin, que nous ressentons comme le déclin du gardien de nos libertés et de notre prospérité, est donc vécu plus durement qu'ailleurs en Europe.

Ainsi le citoyen d'aujourd'hui, et plus spécialement le citoyen français, est de plus en plus perdu devant la complexité, l'instabilité et l'insaisissabilité du monde moderne. Ce diagnostic est lourd, et il amène à poser deux questions : « pourquoi ? » et « que peut-on faire ? » Elles constitueront les deux temps de ce qui me reste à dire.

Il faut reconnaître que la démocratie est un régime faible. Ma jeunesse militante et toute ma vie d'adulte se sont déroulées sous ce que j'appelais le « scandale » de la découverte que, partout dans le monde et dans l'histoire, les régimes totalitaires ont été beaucoup plus capables que les démocraties de mobiliser des peuples et de créer des enthousiasmes. Je me souviens encore de l'admiration fantastique que j'ai ressentie devant l'extraordinaire façon dont le peuple espagnol a créé chez lui la démocratie après trente-cinq ans de dictature. Mais, lors de cet événement, on n'a vu nulle part de soutiens, de manifestations de rues, d'enthousiasmes, et peu d'œuvres d'art, alors qu'on avait célébré la lutte du peuple cubain contre le dictateur Battista ou la lutte du peuple

¹ Groupe d'études et de recherche créé par Jacques Voisard.

² C'est-à-dire le vote pour des formations non susceptibles de gouverner.

vietnamien pour son indépendance. Je voudrais questionner ici « le romantisme du fusil », et interroger nos poètes, nos écrivains, nos cinéastes sur l'insuffisance de l'expression de leur soutien à la démocratie. De fait, on sait se battre — on s'est beaucoup battu — pour créer la démocratie là où elle n'est pas, Et dès qu'elle existe, on s'y ennuie assez vite. Le compromis manque de noblesse, et le désintérêt commence. Or le compromis permanent est le fruit d'un principe fondateur de la démocratie. Il est induit par ce refus de supprimer l'autre et de perpétuer la vie dans la paix. Ce qui nous manque, c'est l'éloge philosophique, civique, du compromis. Et peut-être, permettez cette remarque à un huguenot, une insuffisante théologie du compromis. Je citerai à ce propos une oeuvre majeure. C'est l'ouvrage d'un universitaire américain, Benjamin Barber, professeur de sciences politiques et ami personnel du couple Clinton. Il s'intitule *Démocratie forte*³. Selon lui, la démocratie est un produit du libéralisme politique né de la volonté d'assurer la primauté de l'individu sur l'organisation sociale. Elle est un succès majeur en tant que mouvement historique ayant promu la défense des libertés et d'une organisation sociale porteuse de dynamisme économique et de progrès. Cependant ce projet est sous-tendu par une défiance envers l'État et une reconnaissance limitée de la nécessité d'une organisation sociale pour permettre aux individus de « vivre », c'est-à-dire, pour ce courant de pensée, de produire et de consommer. L'hypothèse est que la démocratie libérale est construite autour de la définition de la personne humaine comme *homo economicus*, l'homme consommateur, l'homme producteur. C'est pourquoi les composantes interrelationnelles, sociales, affectives, esthétiques ne sont pas comprises dans nos procédures démocratiques. Et du coup notre démocratie ne porte pas ce qui peut faire l'enthousiasme de nos vies : par exemple la joie prise dans la qualité des relations interpersonnelles familiales, de voisinage ou professionnelles. Toute la dimension de la création artistique, esthétique, est radicalement extérieure à nos systèmes de décision. La démocratie est donc pauvre en signification humaine. C'est pourquoi il est nécessaire, pour Barber, de créer une démocratie participative, c'est-à-dire qui intègre mieux ces dimensions. Ce sera une longue affaire.

Je vais tenter de citer ou d'esquisser les chantiers à ouvrir pour aller dans cette direction. Je n'aborderai pas tous les sujets en question. Ainsi en sera-t-il pour le pouvoir des juges et le rapport de la démocratie avec une société où le pouvoir juridictionnel ou judiciaire peut déborder certaines limites. Je laisserai aussi de côté celui de la corruption. Disons d'un mot que, lorsqu'il n'y a pas d'intégrité dominante dans la gestion de l'appareil public, la démocratie est menacée, Nous sommes au cœur du sujet. J'ai tendance à penser que le niveau de moralité collective résulte à la fois du consensus social qui se traduit par l'accord sur un certain nombre de valeurs, et du respect que le bon fonctionnement des institutions inspire. Faute de temps je ne traiterai pas ce sujet directement. Il appelle des luttes et des corrections. Mais la répression ne suffit point. Son règlement nécessite une création de convictions. Il me semble ainsi plus riche de donner à réfléchir sur les chantiers à ouvrir pour favoriser, infléchir, améliorer ces institutions. J'ai cru vingt ans de ma vie à la possibilité de réaliser des changements radicaux au sein de nos sociétés — certains appelaient ça la révolution. Ça ne marche pas. Je suis maintenant convaincu que ce sont les évolutions lentes, les enracinements progressifs qui font évoluer les choses. J'ai envie de comparer le métier que je fais à l'arboriculture. La création d'une institution, d'une règle, d'un droit, d'une procédure exige beaucoup de temps et de compréhension. Il faut protéger une pousse, l'aider à croître jusqu'au jour où elle devient indéracinable. Cet art de l'arboriculture réclame que nous ouvrons sept principaux chantiers.

Le premier, vous le devinez sans peine, est celui du *système éducatif*. Il est souhaitable qu'on y apprenne à coopérer plutôt qu'à être en compétition. Partout, et notamment dans la recherche scientifique, on crée collectivement. Il y a aussi un besoin urgent d'internationaliser la culture historique. Si l'on veut vivre dans un monde de paix, il est nécessaire de connaître l'autre pour éviter de le percevoir étranger, car il n'y a alors qu'un pas pour le percevoir comme dangereux. Cela vaut par exemple pour la relation de la chrétienté avec l'islam qui est un des grands problèmes du monde contemporain. Enfin, l'enseignement de l'histoire est trop fait d'événements, de dates, de forces, de guerres, de

³ Desclée de Brouwer.

batailles, et pas assez d'une découverte approfondie des pratiques sociales, des mouvements sociaux, de l'art de faire évoluer les choses, et notamment de contractualiser.

Le deuxième grand chantier est celui des *médias*. Il y a danger de voir s'ouvrir, devant les différences de préoccupations, de motivations et d'objectifs, une sorte de conflit entre la catégorie des gouvernants et celle des journalistes et des commentateurs. C'est pourquoi nous devons rechercher un pacte civique implicite, car il ne s'agit pas de faire une loi de déontologie mais de développer une culture commune. Celle-ci devrait permettre de retrouver — cela vaudrait en particulier pour les journalistes situés au cœur de l'actualité — le sens de la durée. Comment faire de l'arboriculture si on n'a pas le sens du temps, et si on réduit tout à l'événement et à son instantanéité ? Il serait aussi nécessaire de retrouver le sens du complexe. Il est des sujets qu'on ne peut simplifier sans caricature. Or la démocratie passe par la bonne compréhension des enjeux sur lesquels les électeurs ont à se prononcer. Ce système médiatique pourrait encore donner davantage de sens ou simplement d'information à ces expériences de participation civique qui se multiplient.

Le troisième chantier est celui de la *décentralisation*. Le sentiment d'impuissance qui résulte de la complexité des problèmes et de l'éloignement des centres de décision est une des causes de la désaffection civique. Les citoyens doivent découvrir qu'il y a un champ considérable de prise de décision plus proche, plus pertinent. La démocratie française souffre du fait que ce qui régit notre vie quotidienne — les écoles, la prise en charge des problèmes de délinquance civile, le transport scolaire, le logement, l'urbanisme — a longtemps été et est toujours en partie décidé trop loin des citoyens de base. Nous avons ici la possibilité de mettre en oeuvre des solutions concrètes. Il faut donc reposer le problème de la pertinence des niveaux de décision en fonction des problèmes en cause. Cela passe par une réorganisation de certaines collectivités. Il faudrait par exemple installer du pouvoir au niveau des agglomérations — les municipalités étant souvent incapables d'y maîtriser le problème des structures foncières et des transports —, ou encore au niveau de certains terroirs ruraux. Il serait nécessaire de donner une vraie vitalité à nos régions, seules assez puissantes pour collecter un peu d'épargne, financer localement la recherche scientifique, les équipements et la formation professionnelle. À ce travail sur la pertinence des niveaux d'organisation doit s'ajouter la recherche d'une plus grande clarté dans les compétences et dans les niveaux de perception d'impôts. Notre décentralisation est boiteuse parce que tout le monde s'occupe de tout. Les financements croisés — commune, département, région, Etat — nécessitent des négociations bien trop longues, et en fin de compte on ne sait plus ni qui décide ni qui paye. Le citoyen, dépassé, n'est pas en état de s'intéresser à ces projets. Il nous faut aller vers une organisation où à chaque niveau correspondent des compétences et des ressources fiscales clairement définies. Cela vaut aussi pour la gestion des équipements collectifs. La prise en charge du suivi ou du soutien scolaire ou encore des réseaux de transports locaux n'a pas besoin de répondre à des nonnes anonymes et lointaines. Il serait souhaitable que les intéressés entrent dans les structures de participation et prennent tout cela en charge. Cela fait partie de la démocratie participative. Et figurez-vous que, là où ça s'expérimente, ça fonctionne plutôt très bien.

Le quatrième chantier est la mise en place d'un usage politique des *nouvelles techniques de traitement de l'information*. Elles permettent des choses formidables. Il y a une quinzaine d'années, en *prime tiare*, à la télévision suédoise, le ministre de l'Énergie, après s'être présenté et dit combien il gagnait, a exposé de façon solennelle le déficit extérieur que causait une trop grande consommation d'énergie et a proposé une expérience. Il a demandé aux Suédois d'éteindre à son signal les lampes électriques inutiles. Grâce à un compteur centralisé qu'avait installé l'EDF national, il put constater une baisse de la consommation de 20 % et, après un calcul, conclut : « Nous sommes en état — si vous ne laissez pas inutilement vos lampes allumées — d'économiser 10 % de notre déficit extérieur. Voilà pourquoi vous aurez demain une directive du gouvernement en ce sens. » C'est un bel exemple de démocratie participative. J'ai découvert récemment un outil qui s'appelle Périclès que j'ai tenté en vain de faire adopter au Parti socialiste. Un clavier permet d'entrer son nom, son âge, son sexe, sa région d'origine, son métier, et d'avoir un dialogue entre une tribune et une salle. Ainsi, sur une question comme la réduction du temps de travail, on peut savoir immédiatement ce que pense telle catégorie de personnes. On réfléchit à ces données et l'on apporte de l'information. On évoque, par exemple, des expériences historiques. On recommence le sondage. Le système permet ainsi de voir l'évolution des opinions. Des techniques de cette nature pourraient être de bons adjuvants à la démocratie. De la même façon, j'évoquerai encore la grande ville de Porto Allegre. Elle compte à peu près un million et demi d'habitants, et on y vote le budget par comités de

quartier. Ainsi, une centaine de milliers d'habitants volontaires participent presque à longueur d'année à des assemblées dans lesquelles on sélectionne les projets et l'on tranche entre les priorités à suivre : accent sur la scolarité ou sur les transports urbains, place relative de la protection de la santé par rapport à d'autres enjeux, etc. Le budget est fabriqué de la sorte. Les élus volés diront que c'est un travail énorme. Mais les décisions ont une légitimité formidable.

Le cinquième chantier est le déplacement progressif de l'art de gouverner, de la loi, du décret, de l'arrêté, de la circulaire et de la police, vers la *contractualisation*. Il faut valoriser les partenaires sociaux et ménager la négociation à tous les niveaux. Les contrats de plan, que j'ai créés quand j'étais ministre du Plan, sont, au moins sur ce point, une manière d'introduire de la démocratie participative dans le rapport entre les collectivités territoriales — notamment nos régions, mais ça peut jouer à des niveaux inférieurs — et l'appareil subventionnant.

Mon sixième chantier est de proclamer que le *temps de la culture* est venu. Qu'on le subisse de force ou qu'on l'assume et qu'on le provoque, nous allons vers une société où le temps libre sera plus important que le temps de travail. Il faut réfléchir sur son bon usage. Notre système éducatif nous permet d'y incorporer une participation, voire une création culturelle plus forte, mais aussi une éducation, un apprentissage de la vie associative, donc des conditions comportementales qui sont la base de cette démocratie participative. Le temps de la culture est donc peut-être la condition de la démocratie participative.

Enfin, le septième chantier — et on est en train d'y venir heureusement — consiste à *remettre l'économie à sa place*. Il n'est pas admissible que toute notre pensée sur la démocratie soit exclusivement centrée sur nos comportements de production et de consommation. Nous avons là à réfléchir. L'entreprise aujourd'hui n'est devant le droit qu'une somme d'actifs boursiers et non pas une communauté d'hommes et de femmes tirant leur vie d'un même projet technique. Il faut restaurer cette dimension de l'entreprise. Le deuxième élément pour permettre la primauté de la personne humaine sur l'économie est de reconnaître la primauté de la règle. Le marché a besoin de règles et donc d'une autorité qui y fasse respecter un certain nombre de règles.

Ainsi, la démocratie participative est la voie de sortie de nos inquiétudes sur la démocratie. Elle suppose de restaurer nos capacités de coopération, de restaurer le contrat dans toute sa dimension, l'accord entre groupes, de restaurer la dignité de la règle et de l'autorité, et peut-être finalement de restaurer parmi nous la dignité du politique.

Noël Copin

Je prends la liberté de vous remercier d'avoir tracé aux responsables des Semaines sociales un atelier pour les sept ans à venir. Vous nous avez dit que pendant vingt ans vous aviez cru à la révolution, mais que vous aviez ensuite commencé à songer à l'évolution. François Bayrou, qui appartient à une autre génération, pense, lui, à l'évolution depuis un certain nombre d'années. Va-t-il nous dire qu'il a été ce matin converti à la révolution?

François Bayrou

Je voudrais d'abord vous dire merci. Je suis très heureux d'avoir été invité à cette session des Semaines sociales. Je n'ai pas besoin de dire la très étroite intimité d'inspiration et de préoccupation qui unit cette institution à la famille politique à laquelle j'appartiens, celle de la démocratie personaliste. C'est pourquoi je suis heureux de cette renaissance des Semaines sociales — ce que Jean Boissonnat a fait depuis qu'il la préside est tout à fait remarquable — qui est un événement important pour la société française.

Démocratie, avons-nous dit. Je ne sais pas si c'est une chance, mais je dois être un des seuls responsables politiques à qui il ait été donné de présider trois mouvements politiques dans leur vie : le Centre des démocrates sociaux, Force démocrate et l'Union pour la démocratie française. Et les trois mouvements portaient le terme «démocratie» dans leur intitulé. C'est donc probablement une question majeure pour le courant politique qui s'incarne dans ces mouvements, dans les différents visages qu'ils prennent, que celle de l'inspiration démocratique. Et c'est une question majeure en un temps où, comme Michel Rocard l'a dit, la démocratie traverse une crise profonde.

D'une certaine manière, les psychanalystes le disent et le bon sens aussi, on réclame toujours ce que l'on n'a pas. Je vais essayer de réfléchir en quelques minutes avec vous aux raisons — ce sera mon premier chapitre — de ce désenchantement démocratique.

Pendant très longtemps — et ça reste vrai à la surface de la planète pour une majorité de ses habitants — l'aspiration majeure a été celle de la participation à la démocratie, au droit de vote, à la reconnaissance des droits afférents à la citoyenneté. Et puis, avec l'élargissement de la démocratie dans le monde, ceux qui en étaient les citoyens et les animateurs ont peu à peu été envahis par une angoisse et par une inquiétude que je résumerai en quelques mots : «Au fond, à quoi cela sert-il? On nous a donné le droit de vote, mais que nous donne-t-on avec ?» Et ce désenchantement démocratique prend son sens au moment historique que nous vivons. Alors, vous ne serez pas étonnés de la parenté de pensée qui tout au long de ce propos se montrera ou se révélera entre Michel Rocard et moi. Je l'assume pour ma part comme lui, je le crois.

La première raison du désenchantement démocratique, c'est la constatation de l'impuissance des sociétés démocratiques à remplir les promesses qu'à chaque élection elles articulent, les promesses de justice ou d'égalité des chances. Plus elles en parlent et plus nos concitoyens constatent qu'en réalité la société que nous sommes en train de construire, c'est la société du «2/3-1/3». Deux tiers de marginalisation. À la surface de la planète, c'est le «80-20» qui s'impose. 20 % des hommes détiennent 80 % des richesses alors que 80 % ne détiennent que 20 % des moyens de la planète. Il existe donc une fracture qui est sociale au sein des pays développés et qui est économique et politique entre les pays pauvres et les pays riches. Le fait que, malgré les promesses répétées, les gouvernements démocratiques n'y puissent rien est pour nos concitoyens un facteur de désenchantement.

Le deuxième facteur est la mondialisation. Il est facile de constater sur son écran de télévision que les démocraties nationales ont assez peu de prise sur les grands événements qui déterminent la vie des hommes sur la surface du globe, que ces grands événements sont pour l'essentiel économiques, et que, par conséquent, le discours politique apparaît s'user sur cette falaise.

Le troisième facteur de désenchantement est la complexification du monde, des pouvoirs, des sociétés, et la faiblesse de la pensée politique et sociale face à ce phénomène.

Le quatrième facteur, qui n'est pas le moindre, est la médiatisation croissante, la mise en scène médiatique de la démocratie. Je m'arrête une seconde sur ce point, parce que je crois que cette petite cause a un très grand effet. Premièrement, la médiatisation — et notamment la médiatisation audiovisuelle — implique un changement des règles politiques dont les acteurs politiques n'ont, me semble-t-il, aucune idée. Je suis toujours frappé de voir ce que donne le compte rendu télévisuel des séances à l'Assemblée nationale. Je m'efforce chaque fois que possible d'expliquer à ceux qui en sont les acteurs qu'il faut qu'ils mesurent quel en est l'effet destructeur. Il ruine la confiance des citoyens envers leurs députés. Les téléspectateurs ne se rendent pas compte que l'hémicycle de l'Assemblée nationale est un tout petit théâtre à l'italienne de cinq cents et quelques places. Il a été fait pour que la voix humaine puisse atteindre le dernier rang des représentants du peuple. Cela entraîne un comportement de complicité entre les députés qui fait que les mises en cause et les interpellations n'ont naturellement pas, pour ceux qui les prononcent, le sens qu'elles prennent sous la loupe grossissante de l'objectif d'une caméra. Je pense depuis longtemps — je n'ai jamais réussi à être entendu sur ce point — qu'on devrait réfléchir à la mise en scène des retransmissions télévisées des séances de l'Assemblée nationale afin de donner une idée de la réalité de ses travaux. L'instrument imposant sa propre règle, nous vivons dans ce qu'il faut bien appeler le primat de l'émotion. Ça n'est pas la même chose d'entendre un témoignage en direct ou bien de lire le développé d'un discours et par conséquent le développement d'un raisonnement. Si vous regardez les grandes affaires qui ont mobilisé l'opinion cette dernière année, vous vérifierez que beaucoup d'entre elles ont été fugaces, totalement superficielles, qu'elles n'ont jamais atteint le fond des choses, parce que la télévision n'autorise pas une descente dans la réflexion et dans les racines de notre vie démocratique. Ainsi le danger populiste est de plus en plus important et devient à son tour un instrument de déstabilisation de la démocratie.

Après cet examen rapide des causes, je voudrais montrer qu'il est essentiel (le mettre le projet démocratique au cœur de notre projet politique. Le projet démocratique est le seul projet conséquent que puissent porter ceux qui souhaitent la promotion de la personne humaine. Ça n'est pas un hasard s'il est si intimement lié à l'histoire de la réflexion

chrétienne comme à celle des Lumières. C'est le même arbre, et le même arbre ne porte qu'un seul fruit. C'est Marc Sangnier, je crois, qui l'a dit pour tout le siècle. Ce projet vise à porter chacun des citoyens et chacune des personnes humaines au plus haut degré de conscience et de responsabilité. C'est pour moi non seulement le moyen privilégié de voir se constituer la civilisation dont nous rêvons, mais c'est aussi le cœur de la civilisation que nous essayons de construire. C'en est le moyen privilégié parce que l'exigence des citoyens a changé de nature. Pendant des décennies, ils ont considéré que le pouvoir démocratique consistait à signer tous les cinq ans un chèque en blanc qui légitimait les gouvernants. Jean Lecanuet disait : «Les Français sont en République. Ils ne sont pas encore en démocratie.» La République, ça consiste à choisir celui que l'on va hisser sur le pavois. On le prend, on l'élit, on l'applaudit et puis on lui dit : «Tu as voulu y être? Eh bien, maintenant, occupe-toi de tout.» La démocratie, c'est autre chose. C'est le sentiment que l'on exerce soi-même directement et personnellement une responsabilité dans la conduite de la communauté politique à laquelle on appartient. On n'est pas citoyen une fois tous les cinq ou six ans. J'ai la conviction que le temps du chèque en blanc est fini. Je pense même que c'est en étant pris au piège du chèque en blanc que les gouvernants subissent le risque d'une certaine impuissance parce que, dans l'intervalle d'une élection, l'action politique a besoin d'être soutenue par la société. Naturellement, cela change les conditions d'action du politique. C'est une raison majeure de la nostalgie démocratique en cette fin de siècle.

On ne gouverne pas un peuple formé et informé comme on gouvernait le peuple d'hier. Hier, c'était les journalistes qui étaient en situation d'avoir les informations instantanées. Aujourd'hui, France Info vous donne les dépêches au fur et à mesure qu'elles tombent. Autrefois, les hommes politiques descendaient du train, et leurs concitoyens se précipitaient vers eux en disant : « Alors, qu'est-ce qui se passe à Paris ? » Aujourd'hui, ils descendent de l'avion et c'est leurs concitoyens qui leur apprennent ce qui s'est passé pendant la durée de leur voyage. Les citoyens formés et informés ne sont plus les sujets des hommes politiques qu'ils ont élus. Et je crois que cette réalité dominera le siècle qui vient. Blandine Kriegel a récemment écrit : «La démocratie est désormais la condition de la République», c'est-à-dire la condition de la prise en charge par la société de l'édification d'un projet politique qui réalisera les idéaux qui sont les nôtres, et qui à mes yeux n'ont pas vieilli. C'est cette démocratie nouvelle qu'il faut essayer de construire.

Ne soyez pas surpris si je vous définis à mon tour cette démocratie nouvelle par le terme de démocratie de participation. Un professeur de sciences politiques américain l'a écrit, mais j'ai consacré à ce sujet un livre, *Le droit au sens*. Il développait l'idée suivante : il est nécessaire de diffuser du sens dans la société politique française. Le seul moyen de le faire, c'est d'inviter les citoyens à se faire acteurs de premier plan de la décision et de l'action. Il faut leur permettre d'atteindre le plus haut degré de conscience et de responsabilité. Sur ce point, une chance a été manquée, et c'est peut-être mon seul regret en politique. Si Michel Rocard regrettait de s'être laissé égarer dans le rêve des lendemains qui chantent, moi, je me suis trompé en 1969. J'avais dix-huit ans, le gaullisme durait depuis longtemps, et ma famille politique était tout entière engagée dans le «non» au référendum du général de Gaulle. Nous n'avons pas assez réfléchi parce que c'est à ce moment-là que s'est exprimée la modernité la plus originale de la pensée du général de Gaulle. Cette idée de participation, ne vous trompez pas, elle vient de notre famille d'esprit. C'est dans nos rangs qu'elle a commencé à naître et à se faire entendre. Mais je réécoutais récemment les discours désespérés du général de Gaulle en 1969. Il y avait là une pensée qui avait été aiguisée par le drame de 1968. Songez que, chef de l'État, il avait été obligé de quitter la France en catimini pour aller envisager les conditions d'une intervention militaire sur le peuple qui l'avait élu trois ans auparavant. Je crois que ça a dû provoquer en lui un sentiment de solitude et de crise personnelle très important. Dans ce creuset-là s'est forgée une pensée nouvelle dont nous retrouverons les linéaments dans l'ensemble des solutions concrètes que nous pouvons donner pour la construction de cette démocratie de participation.

La première notamment, totalement oubliée aujourd'hui, déconsidérée par les hommes politiques de droite et de gauche, c'est qu'une démocratie de participation est une démocratie de partenaires. Le partenariat démocratique impose que s'expriment des corps intermédiaires dans le monde politique et dans le monde social, des associations et des partis dans le monde politique, des mouvements de pensée, des syndicats dans le monde social. Vous

avouerez que ce n'est pas un mince paradoxe de voir un gouvernement de gauche conduire aujourd'hui, contre les syndicats français, un système accusatoire, la déstabilisation la plus profonde qu'on ait connue depuis la guerre. Cette mise en cause de la pertinence et de la légitimité syndicale, notamment dans le inonde de l'Education nationale, est une extraordinaire régression. Je dis par expérience qu'il n'y a pas de pensée démocratique sans pensée du partenariat. Nous avons à réinventer dans les espaces politique et social le respect du partenaire et la culture de la légitimité. Aujourd'hui on considère qu'il n'y a qu'une autorité. Connue si une personne, seule dans son bureau, pouvait penser, à la place du million et demi de personnes dont il a la charge, l'avenir d'une communauté humaine et d'un service public majeur. Tant qu'on ne retrouvera pas la logique qui consiste à défendre la légitimité de l'interlocuteur qu'on a en face de soi, à l'inviter à évoluer, à être en désaccord avec lui sans cesser de le considérer comme légitime et connue porteur de quelque chose d'authentique et de profond, on ne sera pas en démocratie de participation. La réinvention, le relégitimation du partenariat, et notamment du partenariat syndical, est une donnée essentielle de notre avenir commun. Cet élément de pensée est par ailleurs au centre de la doctrine sociale que nous défendons ici.

La Ve République a trop souffert, à mon avis, de la suprématie de l'expertise sur l'expérience. Il n'y aura pas de démocratie de participation sans réhabilitation de l'expérience contre l'expertise. Qu'il y ait de grandes écoles, et notamment d'administration, qu'il y ait des techniciens et des experts, rien de plus légitime. Mais que les experts imaginent que les acteurs de terrain n'ont rien compris, n'y connaissent rien et n'ont rien à dire, est à mon avis l'explication de la deuxième fracture de notre temps, en face de la fracture sociale, la fracture politique. Une société de partenaires, c'est aussi une société dans laquelle on reconnaît la légitimité du terrain en face de la légitimité des experts. Nous avons d'immenses progrès à faire sur ce point. Il suffit de prendre la liste des grands patrons d'entreprise pour vérifier qu'en France c'est le diplôme qui fait la compétence, le diplôme acquis à vingt ans, bien souvent d'ailleurs par la chance d'une famille qui vous a aidé à l'acquérir, en face de l'expérience que l'on peut se forger tout au long d'une vie. Il y a là aussi un des éléments de la crise de la société démocratique française. Si on ne peut pas construire sa progression dans la vie, parce qu'on n'a pas eu toutes les chances au départ, il y a fort peu de chances qu'on se considère comme un acteur de la vie démocratique et sociale. C'est un des éléments de la révolution que nous avons à faire.

Je voudrais encore insister sur la nécessaire réinvention, dans le jeu démocratique, du temps. Le PACS illustre cette nécessité. Au lieu d'avoir la construction dramatique — au sens théâtral du terme — qui aurait permis d'exposer un problème à la société française, puis de confronter les points de vue, et enfin seulement de conclure, on est arrivé à la conclusion avant même l'exposé du problème. Plus encore, on a changé de conclusion dix fois sans oser exposer le problème connue il était. Il n'y a pas de conscience démocratique qui puisse se forger si l'on n'essaie pas de faire mûrir un problème dans la conscience citoyenne. La réinvention des institutions permettrait de réinsérer le temps dans la décision politique. Une première mesure pourrait consister à fixer un délai de trois mois entre le dépôt d'un projet de loi et son examen par les assemblées compétentes. À l'heure actuelle, on est quelquefois au-dessous de trois jours. Ce trimestre permettrait à tous les acteurs de la société française de nourrir le dossier sur lequel ont à se prononcer les élus. Autre exemple, le Conseil économique et social en France n'a pas examiné des questions aux enjeux aussi économiques et sociaux que les 35 heures ou le PACS ! Le manque de confiance à l'égard des institutions que nous nous sommes données pour que les acteurs de la société puissent s'exprimer autrement que par la participation politique classique me paraît être aussi un des éléments de cette crise.

Enfin, dernier élément, il serait nécessaire d'inventer en France une culture de l'expérimentation. Le drame de ce pays, c'est que, chaque fois qu'on prend une décision, elle est nationale et obligatoire instantanément à l'égard de tous. Il y a de nombreux problèmes économiques et sociaux que nous aurions mieux résolus si nous avions pu faire des expériences sur une région ou un département.

Voilà pour les pistes qui me semblent devoir être suivies pour une nouvelle démocratie de participation. Peut-être aurai-je l'occasion dans le débat de donner quelques pistes sur la dimension nationale, européenne et locale de cette démocratie de participation. Pour conclure, je voudrais dire que la démocratie, contrairement à ce que tous nos concitoyens croient, ce n'est pas un point commun de tous les politiques, c'est un projet. C'est un projet à construire, dont nous n'avons pour l'instant que la plus courte des idées. La

démocratie, telle que nous la rêvons, n'est qu'à peine ébauchée dans le processus électoral. Elle sera demain du domaine de l'action continue. Cette démocratie-là, à mes yeux, c'est le plus original, le plus fort, le plus idéaliste et le plus ambitieux des projets. Mounier a écrit, dans cette perspective : «Le régime qui repose — dit-il en parlant de la démocratie — sur la responsabilité et l'organisation fonctionnelle de toutes les personnes constituant la communauté sociale a été dévié dès ses origines par ses premiers idéologues, puis étranglé au berceau par le monde de l'argent. Cette démocratie-là n'a jamais été réalisée dans les faits. Elle est à peine dans les esprits. Elle est, à mon avis, le but que nous avons à poursuivre. »

DÉBAT

Noël Copin : Merci, François Bayrou. Il me semble que désormais ce n'est même plus du parallélisme, c'est de la convergence, voire peut-être de la connivence. Quand il n'y a pas entre vous une similitude absolue, il y a au moins complémentarité. Et Jean Boissonnat a eu le mérite de vous rassembler. Il me semble que maintenant il n'y a plus que moi qui vous sépare, c'est-à-dire finalement pas grand-chose. Avant de laisser la parole à la salle, je poserai bien une question qu'est-ce qui vous divise encore ce matin?

Michel Rocard : Ce qui nous divise, c'est le poids de l'histoire, et c'est la volonté de garder une solidarité, qui est de chaque côté regroupée derrière le mot d'alliés, quels que soient les archaïsmes de cette histoire, mais en la considérant comme respectable de part et d'autre, et en essayant de sortir de cette histoire pour rejouer le jeu de l'ordre et du mouvement, du respect nécessaire à l'organisation des pouvoirs et à la continuité — on appelle ça les conservateurs —, par rapport à une solidarité critique de ceux qui veulent toujours plus, et non sans raison, d'égalité dans le partage du pouvoir, du savoir et de l'avoir.

Et nous gérons cela du mieux que nous pouvons en démocrates, mais l'histoire nous a légué un pays partagé, et la loyauté que nous devons à chacun de ceux qui sont d'un côté de ce partage et pas de l'autre nous amène à le gérer prudemment, mais dans une continuité de loyauté historique.

François Bayrou : Sur le passé, je suis complètement d'accord avec ce que Michel Rocard vient de dire. Pour l'avenir, je ne, sais pas. Je suis habité par l'idée que nécessairement, un jour ou l'autre, les évolutions dont nous venons de rendre compte formeront un défi tel pour beaucoup de Français, d'Européens, qu'elles seront nécessairement prises en charge de manière différente de ce qu'elles sont aujourd'hui. Je le dis parce que c'est la vocation de la famille politique dont j'ai aujourd'hui la charge. L'idée qu'on soit nécessairement coupés en deux, hémiplogiques par nature, c'est-à-dire constamment condamnés à la domination des extrêmes sur le camp auquel on appartient — ce qui est le cas de chacun des moments historiques que nous avons vécus — est pour moi une interrogation. Au point où nous en sommes, je n'y apporte pas de réponse. Mais c'est pour moi une occasion de plus d'essayer de bâtir un grand mouvement central qui puisse être prescripteur d'autre chose que d'hémiplogie perpétuelle.

Questions : À travers toutes les questions qui nous arrivent, et éventuellement quelques déclarations d'intention, il y a un large accord sur la démocratie participative. Reste que l'ensemble des questions signalent les montagnes de rigidité qui nous éloignent encore de cet idéal. La première, ce sont les pouvoirs figés, lointains, détenus par de hauts fonctionnaires tous formés de la même façon. On a l'impression que l'administration domine une large partie de la politique et que les fonctionnaires ne sont pas du tout décidés à abandonner une part de leur pouvoir. La seconde, c'est la mise en cause d'une bipolarité tellement caricaturale qu'elle empêche toute pensée réelle et met en cause le fonctionnement des partis politiques. Un étudiant nous dit qu'au cours de ces Semaines sociales il a pris conscience de la nécessité de participer à notre système démocratique par un engagement politique. Mais il ajoute qu'un problème majeur demeure la nécessité de passer par un parti politique.

François Bayrou : Les partis politiques respectent-ils la démocratie de participation aujourd'hui? Non. Ils fonctionnent tous sur le vieux modèle léniniste. Il y a un petit groupe de gens qui savent, qui sont déterminés, et qui cherchent des relais sur le terrain, dans la société. En aucune manière, pour l'instant, ils n'envisagent le mouvement inverse. Si les partis politiques ne font pas leur révolution sur ce point, ils sont morts. Les militants de demain doivent accomplir l'affirmation prophétique que je citais, c'est-à-dire atteindre le plus haut degré de conscience et de responsabilité. Cela implique un effort de formation et de participation à la décision. Je suis engagé dans cette réflexion. C'est la condition non pas seulement du succès, mais de la survie pour les formations politiques.

Michel Rocard : Il a posé une question terrible, cet étudiant.

Premièrement, je ne crois en rien sinon à l'exercice collectif de la démocratie. Si nos partis n'existaient pas, vous auriez plusieurs centaines de candidats à chaque élection pour chaque circonscription uninominale. Et 900 à 1 000 candidats à l'élection présidentielle. Et c'est l'argent qui gagnerait. La fonction de tri des talents et des ambitions, de compatibilité entre les talents et les ambitions — ce n'est pas le plus commode — qu'exercent les partis politiques est absolument nécessaire. Il n'y a pas de regroupement d'individus sans qu'il existe des phénomènes de pouvoir. Dès que des hommes ou des femmes s'assemblent, il y a une rivalité pour désigner le chef. Les partis politiques n'ont pas le monopole de ce problème. Deuxièmement, il y a une malédiction proprement française. Le parti conservateur anglais a 1 million de membres. Le parti démocrate de gauche italien, après une grande scission, en a 8 ou 900 000. Vous avez 1 million de membres de base dans les deux grands partis allemands, le CDU et le SPD. Il y a 600 000 membres dans le parti social démocrate autrichien, 250 000 socialistes wallons pour 5 millions d'habitants. Nous sommes 100 000 dans le parti français... Ces chiffres sont massifs partout ailleurs qu'en France. Si vous considérez qu'un parti politique est un regroupement d'hommes et de femmes qui se donnent en commun la mission de produire des idées et des propositions sur les questions sociales et de sélectionner des candidats au suffrage universel pour exercer ces fonctions, et que la collectivité en question représente 8 à 9 % des gens qui votent pour elle, la France est un désert; elle ne connaît pas de parti politique. Nos partis politiques ne sont remplis que de quelques cinglés de la pensée civique, 3 %, et de candidats aux fonctions municipales à l'élection qui va suivre. Si bien que la probabilité que, dans nos partis, on introduise des débats d'intérêt général est faible, parce que, puisque les autres ne sont pas là, il y aura une concentration d'attention uniquement sur la politique politicienne.

Cela tient beaucoup, en France, au surdéveloppement de l'État par rapport à la société civile, à l'atonie de la vie associative qui a duré longtemps — elle est en réveil depuis une quinzaine d'années seulement —, à la répression de la Commune au cours de laquelle l'État central a tué toutes les émergences du mouvement ouvrier pour très longtemps. Bref, nous en sommes là. Ce n'est pas une raison pour penser qu'on peut en faire l'économie. Nos partis politiques ne pensent guère. Mais il n'y a pas de substitut à la sélection des candidats devant le suffrage universel.

Je dirai à l'étudiant qui pose la question que l'apprentissage de l'ascèse de la participation politique est d'abord local. La solution à l'ennui profond du conformisme des partis politiques aujourd'hui, c'est la participation locale. Elle est sous-développée et on en a besoin. Alors, bonne chance. Ça prend trente ans. C'est de l'arboriculture !

François Bayrou : Je voudrais dire un mot au sujet des blocages qui empêchent l'émergence de la démocratie participative. Il faut les aborder de face. Encore une fois, que personne ne se sente agressé ou blessé. Il y a un monopole exercé par l'École nationale d'administration sur toutes les charges de la haute fonction publique française, sur les responsabilités politiques majeures — vous n'avez qu'à regarder l'organigramme de l'État —, sur les grandes entreprises, et désormais de plus en plus sur les médias — j'attends le temps où les évêques aussi seront énarques... Il y a là un dysfonctionnement que nous ne devrions pas accepter plus longtemps.

Je n'ai rien contre l'ÉNA. Il me semble même que les personnes qui réussissent le concours sont plutôt convenablement construites intellectuellement et qu'elles reçoivent une formation intéressante. Le drame est dans le monopole, car le nombre de chances statistiques pour qu'une école, quelle qu'elle soit, ait les bons critères pour sélectionner à vingt ans tous les futurs dirigeants d'une société, ce nombre de chances est égal à zéro. On est dans la consanguinité, car les critères sont uniques. Le mode de vision des jeunes gens sélectionnés par les concours est unique. Leur mode d'approche de la réalité est donc nécessairement

unique et, quoi qu'ils s'en défendent, cette unicité est mauvaise pour la France. Donc je plaide non pas pour qu'on mette fin à l'ÉNA, comme je l'ai dit de manière un peu aventurée il y a quelques aimées, mais pour qu'on mette immédiatement fin à son monopole. Il y a d'autres voies — et notamment l'expérience — qui doivent conduire à pouvoir exercer une responsabilité à la tête d'une administration centrale ou à la tête d'une grande entreprise. Cela est à mon avis un des problèmes urgents de la société française. Mais vous comprendrez, à lire les curriculum vitae des uns et des autres dans tous les camps, que cette question ne soit pas facilement posée par nos gouvernants. C'est donc au peuple de le faire.

Michel Rocard : Je suis assez largement d'accord avec ce que vient de dire Bayrou. Le point central, c'est la difficulté de sortir de là. Car il n'est pas juridiquement exact qu'il y ait un monopole. Vous avez le problème de la confrontation entre une fonction publique de culture générale et une fonction publique scientifique. Même s'il est peut-être vrai que les ingénieurs des Mines, des Ponts, du Génie rural, etc. soient en perte de puissance relative, et accèdent moins aux fonctions centrales et généralistes de l'administration.

Mais le fond de l'affaire va plus loin. Il y a d'autres voies d'accès, dans l'École d'administration elle-même, il y en a trois, et on est en train de découvrir que la dernière-née donne de vrais talents. En plus, je suis quand même bien placé pour vous dire qu'ils ne pensent pas tous pareil, c'est quand même une bêtise dont il vaudrait mieux se débarrasser. Il y a une diversité d'opinions à l'ÉNA, que j'ai illustrée longtemps. Je ne suis pas — et de loin — le plus à gauche de ce qui est sorti de l'ÉNA, rassurez-vous. Le vrai problème, c'est de savoir ce qu'il y a derrière. Et ce qu'il y a derrière, c'est premièrement une certaine révérence de toute la France et de son système éducatif pour la culture générale par rapport à la culture technique. Et c'est deuxièmement un terrifiant déséquilibre province-Paris ou Paris-province. Supprimez l'ÉNA, vous aurez la même chose, puisque les griefs qu'on lui impute existaient avant qu'elle soit créée. Le jugement que vient d'émettre Bayrou valait du temps où l'Inspection des Finances, le corps préfectoral, la diplomatie, etc., avaient leurs propres concours d'entrée. L'ÉNA n'est qu'un placage. On n'y apprend d'ailleurs rien. Elle sélectionne les gens après la fin de leurs études supérieures. Leur culture est faite. Leurs choix d'opinion sont faits, et il est rare qu'ils changent.

Tout le problème est donc de rééquilibrer. Une vraie amélioration de notre décentralisation, une vraie reconquête des pouvoirs par le terrain contre le centre, est une des clés majeures et la plus à portée de main de ce rééquilibrage, l'autre étant en effet la reconnaissance des vertus du terrain, donc des enseignements scientifiques et technologiques. Mais ça, ça passe par le fait que tous les parents d'élèves ne paniquent pas dès l'instant qu'on oriente leurs enfants vers des sections techniques. Le problème est absolument décisif. Pour y arriver, il faut la régionaliser et techniciser, ce qui se fera par contractualisation.

François Bayrou : Dernier mot, ce n'est pas parce qu'on n'a pas les mêmes opinions qu'on n'est pas fait au même moule. Ce n'est pas l'opinion qui compte. C'est le mode de vision de la réalité. Et de ce point de vue-là, comme il y a un critère unique à l'entrée, il y a un manque de diversité.

Je pense qu'on ne peut pas se contenter de dire que c'est Paris-province. C'est un problème français, et c'est un problème de volonté politique qui, pour l'instant, ne s'est pas exprimée.

Questions : Il y a beaucoup de questions qui tournent autour des syndicats et plus largement de la participation démocratique. Pour qu'il y ait participation démocratique, il faut qu'il y ait des partenaires reconnus avec lesquels on puisse dialoguer. Or les syndicats apparaissent à beaucoup comme les partis politiques, c'est-à-dire peu représentatifs, archaïques, crispés, et souvent corporatistes. Alors que peut-on faire ? Redonner vie aux syndicats ? Ça paraît difficile. Dialoguer avec des associations de consommateurs, de parents d'élèves, d'usagers, et pourquoi pas avec les Églises ? Il semble que les gens cherchent le lieu où tout cela puisse s'enraciner.

François Bayrou : C'est un cercle vicieux. Moins on reconnaît de légitimité, au partenaire, moins il en a. Ce qu'on appelle dialogue social en France, quand on est l'État, c'est un effet d'affichage et de vitrine. Les syndicats n'ont pas besoin de se renouveler puisque chacun est enfermé dans un jeu de rôles. Les syndicats considèrent que leur discours, c'est le toujours plus. Et le gouvernement considère que ce ne sont pas des partenaires sérieux. Nous devons sortir de cette logique-là. Il n'y a que l'investissement de confiance qui pourra insuffler aux syndicats la certitude qu'ils doivent changer. Car aujourd'hui il n'y a pas de raison que les salariés s'investissent vraiment dans des organismes qui ne servent presque plus à rien. Il faut briser ce cercle vicieux en développant un projet de société où les partenaires comptent. Si nous bâtissons ou définissons les institutions pour cela, alors je suis persuadé que la réalité syndicale changera. Si elle ne changeait pas, je serais extrêmement pessimiste sur son avenir.

Michel Rocard : Au seul mot de pessimiste près, je suis, une fois de plus — j'espère que ça ne va pas le compromettre ! — d'accord avec François Bayrou. Mais je voudrais attirer votre attention sur les causes de ce problème. On n'imagine pas à quel point le caractère surdéveloppé de l'État en France a tout tué dans la société civile. Nous sommes la seule nation d'Europe qui, en tant que telle, soit un produit d'une volonté militaire d'un petit appareil central d'État. La nation s'est construite en violant la langue, l'identité collective de peuples comme les Basques, les Bretons, le Languedoc, la Corse, l'Alsace, et même quelques cantons des Flandres. Ça s'est traduit par le fait que les autorités locales étaient nommées par le gouvernement central et jamais élues localement, par le fait que notre réseau de chemins de fer converge vers Paris mais ne traite pas les transports nécessaires de marchandises entre les lieux où on pouvait les faire. La liaison Nord-Lorraine, par exemple, n'a jamais été faite, alors qu'économiquement elle aurait aidé à notre développement économique, etc. L'État s'est trop longtemps méfié des collectivités locales et de la vie associative.

Sur le plan syndical, c'est un peu la même chose. Il faut ajouter à cela la Commune de Paris. Au moment où tout autour de nous — Angleterre, Allemagne, Benelux, Nord de l'Italie — l'Europe se développait, où l'on inventait à la fois le capitalisme, la négociation sociale et le contrat, et donc le mouvement syndical, la France est restée trente ans sans présence et sans discours syndicaux. Il y a eu une sorte de complicité entre les gouvernements et le patronat, une absence de nécessité du dialogue social. Et de l'autre côté, un fatalisme syndical anarchiste. «Dès qu'on lève la tête, il nous tuent. Cassons tout le truc. Du passé, faisons table rase.» Cette coloration anarchisante du syndicalisme français a ensuite déteint sur le Parti communiste. On vit encore un peu dans cette mentalité.

Cependant, il faut ajouter que les procédés du travail à la chaîne, de par ses implications de travail d'équipe, ont fait naître un sens de la solidarité très fort dans la classe ouvrière manuelle. Cela a permis une émergence du mouvement syndical français. Ainsi la classe ouvrière accepte et assume d'être représentée. À partir de là, on a construit des syndicats ouvriers à commandements forts et centralisés comme l'appareil d'État. Néanmoins, cela n'a pas résisté à la montée du inonde des employés et à la féminisation du travail. Ceux-ci ont une culture de cols blancs, une jalousie sociale vis-à-vis des élites d'une bourgeoisie à laquelle ils pensent appartenir. Ils acceptent plus difficilement d'être représentés. Le deuxième phénomène a correspondu à l'arrivée d'une population moins investie dans le travail parce que plus investie à la maison. Le mouvement syndical français n'a pas bien résisté à tout ça.

«Il y aura syndicat fort s'il y a du grain à moudre», disait mon regretté ami André Bergeron. Ce grain à moudre, il ne faut pas le trouver seulement au niveau de la paye. Il faut le trouver dans toute l'organisation de la vie sociale. Et je mettrais là la gestion par les usagers de tous les équipements collectifs que j'évoquais tout à l'heure. La démocratie participative, il n'y a pas de raison qu'elle se limite à la seule entreprise. Tout comme pour l'école, il faut se poser le problème de «l'autour» d'une entreprise de l'après-entreprise, et le mouvement syndical est porteur de ça.

D'autre part, je suis convaincu que la réforme et la gestion future de notre système de protection sociale — maladie comme retraite — seront d'un tel poids dans la société française qu'elles ne pourront se faire que de façon contractuelle. Il faut renforcer les syndicats. Je suis partisan du chèque syndical, c'est-à-dire du prélèvement obligatoire sur le bulletin de paye de la cotisation syndicale. Je suis partisan du développement de syndicats de services tels que la mutualisation, les vacances, les chèques restaurant, etc. Le vécu quotidien ainsi

suscité permettra de découvrir l'importance d'une organisation collective du monde syndical et redorera sa légitimité. Il n'y a pas d'autre choix. On a besoin d'un partenariat social fort. Notre histoire l'a quasi marginalisé. Nous sommes en dessous, en France, de 9 % de syndiqués sur le total des salariés français. La Suède est toujours aux environs de 70 %; l'Allemagne est au-dessus de 40 %; la Grande-Bretagne aussi. Nous sommes une anomalie européenne. Mais en plus, ces 9 % de syndiqués sont partagés en sept organisations qui ont chacune vocation confédérale à représenter toutes les professions. Tout cela est de la folie. Et effectivement, la société française avance sans vrai partenariat social. C'est un déséquilibre d'une dangerosité extrême. Il faut que le gouvernement s'interdise de faire, par acte régalien et unilatéral, tout ce qui peut être soumis à la négociation sociale. C'est une ascèse nationale urgente.

François Bayrou : Un mot de témoignage, pour dire que, lorsqu'on fait ce mouvement de confiance, ça marche. Je voudrais simplement vous demander de faire crédit à ce que je dis sur ce point. Je suis arrivé au ministère de l'Éducation nationale en pensant *grosso modo* ce que tout le monde pense des syndicats de l'Éducation nationale. J'avais même écrit un livre, dont je ne regrette pas une ligne, sauf ces petites piques-là, en pensant qu'ils étaient les syndicats les plus corporatistes, les plus conservateurs qu'on puisse trouver. Et d'ailleurs, je me suis durement affronté au début avec eux. Et puis après, simplement en écoutant, je me suis rendu compte que ce que les syndicats nie rapportaient de la vie et des problèmes des lycées, des collèges, des universités, était plus juste que ce que me disait mon administration de par sa logique. J'ai bâti, à partir de cela, une politique de dialogue qui nous permette d'avancer ensemble. Ça a conduit à l'adoption, à l'unanimité des syndicats et des associations d'étudiants, d'une réforme de l'enseignement supérieur qui a touché tous les problèmes abordés. Cela sans qu'il y ait eu de chèques lâchés en échange. Ils ont abandonné le « toujours plus » — d'argent et de postes — au profit d'une démarche civique. Pour avoir été dans une négociation de bonne foi, je témoigne que ça marche, même si la démocratie française, pour l'instant, n'y croit pas.

Questions : Une série importante de questions concernant la démocratie à l'échelle internationale. On aurait souhaité entendre M. Rocard s'exprimer sur les problèmes africains, sur la réelle possibilité d'une démocratie, et du rôle de la France et des pays occidentaux dans cette affaire.

Michel Rocard : L'Afrique vivait plus en paix sous le colonialisme et même avant. Elle avait une pratique démocratique, la palabre qui est la délibération sous le baobab, en fait l'assemblée de village. Nous avons proposé à l'Afrique, en même temps que le développement économique, des formes démocratiques — y compris réglementaires et institutionnelles — qui ne correspondent pas à son histoire et à sa tradition. Pour qu'il y ait démocratie, il faut qu'il y ait à la fois légitimité du pouvoir dans son rapport avec la force et légitimité de la structure démocratique qui permet que ce pouvoir soit dévolu selon des règles. L'Afrique cherche cela. Elle ne l'a pas encore trouvé. Nous sommes partis pour une confrontation où l'ancien colonisateur devient donneur de leçons. Je crains beaucoup cela. Et je pense que la clé de nos bonnes relations et du progrès de la démocratie en Afrique, c'est d'abord que nous la comprenions mieux et la respections jusque dans les difficultés de son histoire. Connue me disait le président pasteur Bisimungu : « Il faut détribaliser l'Afrique. Et ce sera difficile. Mais il faut surtout détribaliser la vision que les Occidentaux ont de l'Afrique, et je crains que ce ne soit encore plus difficile. »

En ce qui concerne le monde, il est urgent d'avoir une pensée globale sur la police, sur l'environnement, sur la drogue, sur le blanchiment, sur la volatilité des capitaux. À ce propos il faut noter l'émergence d'une militance nouvelle, étonnante, compétente, partielle et partielle : les ONG. Elles sont l'interlocuteur prioritaire de l'ONU lorsqu'elle organise des rencontres mondiales sur les femmes, le développement social, la ville, la population. Il y a là une des dimensions de réveil du politique, et un appel de ma part à intensifier la montée de ces organisations militantes, en même temps que d'ouvrir nos systèmes éducatifs et nos systèmes médiatiques au fait que c'est dans le monde que les affaires se passent. Les degrés de liberté de décision qui restent à nos États se réduisent progressivement. Sans pensée mondiale, nous sommes voués probablement à l'arrêt de la croissance, et en tout cas à des situations d'insécurité, sinon de guerre croissante.